

*Les crédits*

bureaux ont été en communication avec nos électeurs au cours de l'été et que nous avons l'occasion de les rencontrer chaque week-end quand nous retournons dans nos circonscriptions, je comprends difficilement que les ministériels puissent former un front commun et appuyer la taxe sur les produits et services au moment même où la récession prend de l'ampleur.

Nous avons besoin de nouveaux mécanismes pour permettre aux députés de dire ce qu'ils pensent des questions que leurs électeurs jugent importantes. Parfois, les gens perdent patience quand ils sont témoins des manœuvres que nous dicte la procédure parlementaire, mais ce n'est rien comparativement à leurs frustrations à l'endroit des députés qui ne les représentent pas fidèlement.

J'espère que le ministre des Finances va prendre la parole au cours du débat. Bien des Canadiens se sont rendu compte maintenant que le gouvernement règle très souvent sa conduite sur les résultats des sondages et qu'au moment de prendre des décisions, il tient compte de l'opinion des Canadiens.

Il est indubitable que le gouvernement a maintenant renoncé à se battre. Il est également indubitable que pour ce qui est de la TPS ou de la gestion de l'économie en général, le gouvernement s'est dit: au diable le danger, on fonce dans le tas, adienne que pourra.

Je sais que l'actuel ministre des Finances est l'un de ceux qui ont détenu le plus longtemps ce maroquin de toute l'histoire de notre pays. Nous saurons sous peu s'il a l'intention de sombrer avec le navire. Les Canadiens ont besoin de sentir que le ministre des Finances comprend leurs difficultés. Ils ont aussi besoin de croire que le ministre des Finances et le gouvernement s'efforcent d'atténuer leurs difficultés. Nous croyons que le gouvernement devrait présenter, sinon un nouveau budget, un mini-budget, ou un nouvel exposé, du moins un budget révisé. L'énoncé du 17 septembre à Edmonton reconnaissait certains des changements survenus dans notre économie. Cependant, le fait est que les extrapolations sur lesquelles le ministre s'était fondé pour élaborer son budget sont absolument inutilisables, car la preuve est faite maintenant qu'elles étaient en grande partie erronées.

• (1530)

Il ne s'agit plus de s'interroger sur les taux d'intérêt. Il ne s'agit plus de s'interroger sur le niveau du déficit. La situation actuelle est tout à fait différente et les Canadiens estiment avoir le droit d'exiger que le ministre des Finances intervienne. Il n'aurait pas besoin de battre sa coulpe mais seulement d'admettre ce que les Canadiens savent déjà, c'est-à-dire que les événements ne se sont pas déroulés ainsi que le gouvernement l'avait prévu et qu'il estime maintenant nécessaire de rectifier le tir. Il devrait en outre enjoindre au gouverneur de la Banque du Canada de réduire les taux d'intérêt et insister en outre sur le fait que sa politique à long terme n'est pas assez crédible pour lui permettre de renforcer le dollar canadien de façon à protéger nos secteurs d'exportation.

Avant de terminer, j'aimerais dire ce que je pense de l'argument du ministre des Finances et des députés ministériels, selon lequel il n'y aurait pas d'autres options. Lorsque le ministre des Finances s'est présenté devant les Canadiens à l'issue des élections de 1984, il a parlé d'un plan à long terme visant à stabiliser la situation financière de notre pays. Il a mentionné notamment la réforme fiscale, la réduction du déficit, et la compression des dépenses.

La situation est pire qu'elle ne l'était en 1984. Le ministre peut dire que, relativement parlant, et avec chiffres à l'appui, il y a eu des améliorations. Le fait est que le déficit et le service de la dette sont beaucoup plus élevés, et que les taux d'intérêt sont nettement supérieurs aux taux en vigueur aux États-Unis si l'on tient compte de l'écart qui existe entre les deux. Il faut donc que le gouvernement nous dise dès aujourd'hui ou très bientôt s'il est prêt à envisager d'autres solutions.

Le ministre, lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas d'autres options, sait très bien qu'il est impossible pour les simples citoyens, ou même les spécialistes des questions fiscales, de trouver une panacée. Cela fait six ans que le ministre essaie de trouver une solution au problème.

Neil Brookes, de l'Université de Toronto, a, lui, proposé une solution de rechange. Dennis Mills, qui est membre de notre parti, a essayé de mettre au point un projet de réforme fiscale très simple. Un autre groupe à l'Université de Toronto a soumis récemment quelques propositions visant à remplacer la taxe sur les produits et